



**Est
Ensemble**
Grand Paris

Budget climat, vert... L'expérience d'Est Ensemble

Rencontre régionale de l'ADGCF– 21 mars 2025



Le portrait d'Est Ensemble

- 9 communes, 440 000 habitants
 - La plus forte croissance démographique de la MGP : + 1% sur la période 2016-2022 (0,2% pour la MGP)
 - Un territoire économiquement attractif : + 0,7% de croissance d'emploi (0,5% pour la MGP) entre 2010 et 2021
 - Un territoire dense et urbain : 11 212 hab/km² (8703 pour la MGP). 2^{ème} territoire le plus dense après Paris
 - Un territoire populaire : 40% des habitants vivent en QPV (16,2% MGP)
-
- Un statut « hybride » : EPT (compétences/financement)
-
- Un réseau d'équipements culturels et sportifs
 - 13 bibliothèques
 - 8 conservatoires
 - 5 cinémas publics et 1 itinérant
 - 11 piscines



**Est
Ensemble**
Grand Paris

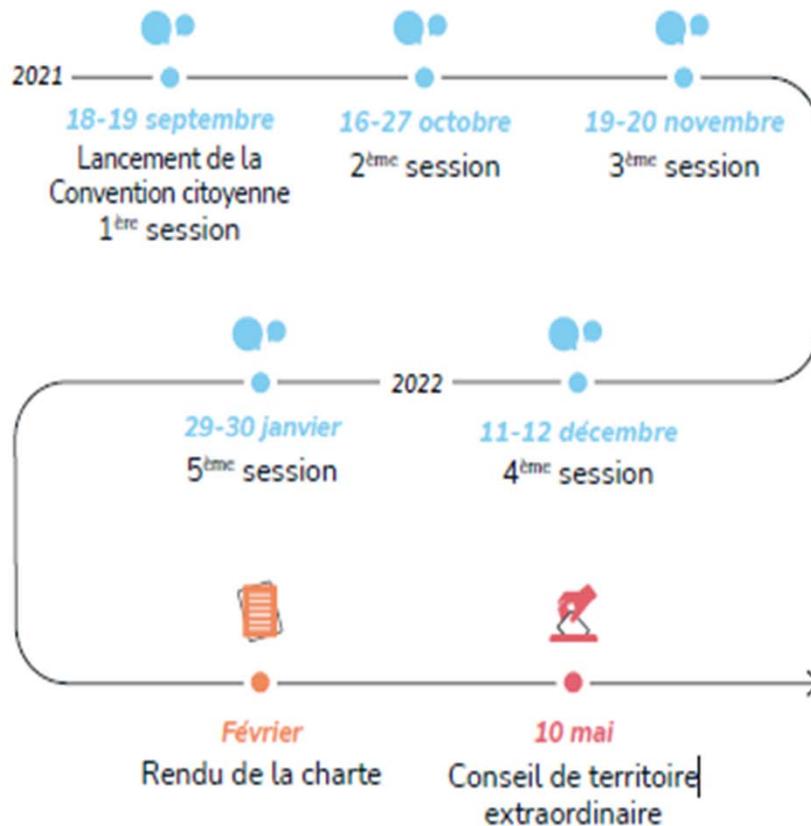
2021 : initiatives politique et administrative



Dès 2021, le PCAET sert de support à des initiatives

- Politique :
 - Organisation d'une convention citoyenne locale pour le climat
- Administrative :
 - Lancement d'une réflexion sur le budget climat

L'organisation d'une convention citoyenne locale pour le climat



Convention citoyenne locale pour le climat

100 citoyennes et citoyens habitants d'Est Ensemble

Établir une série de mesures concrètes pour lutter contre le dérèglement climatique dans le respect de la justice sociale et environnementale, en prenant en compte la biodiversité, dans les champs de compétence d'Est Ensemble et de ses villes.



Un groupement de commandes EPCI et communes pour le budget climat

Un marché en groupement de commande coordonné par l'EPT (selon les 7 étapes du guide méthodologique I4CE)

- la formation des collectivités à la méthodologie (partie forfaitaire prise en charge par Est Ensemble)
- l'analyse budgétaire (partie à bon de commande, mobilisée et prise en charge par les villes ou l'EPT commanditaires)

Financement 70% par l'ADEME

-> une approche commune au bloc local laissant de l'autonomie à chacun

➔ Une démarche interne aux administrations, en parallèle de la convention citoyenne locale pour le climat

➔ Une analyse sur les CA 2020

➔ Des résultats partagés pour l'ensemble des acteurs, à un niveau administratif



Méthode du budget climat à Est Ensemble en 2022

Réalisation des différentes étapes

Étape 0 – Périmètre

Définition du périmètre :

- Choix des budgets additionnels à intégrer en plus du Compte Administratif 2020 (CCAS, CDE, ...)
- Catégorisation des écritures comptables, doublons et autres flux monétaires comme « hors périmètre »

Étape 1 et 2 – Analyse par nature et par fonction

Classement des lignes de dépenses en fonction de leur nature puis de leur fonction, en trois catégories :

- À analyser avec les hypothèses structurantes
- Indéfinies par manque de données ou de méthodes
- Neutres car non significatif pour le climat

Ce classement est effectué selon la grille de classement définie par la méthodologie.

Étape 3 – Analyse extracomptable

Récupération des données nécessaires à la caractérisation des lignes classées comme « extracomptable », lorsque ces données sont accessibles.

Étape 4 et 5 – Bilan et analyse des lignes

Classement des lignes « à analyser » selon les hypothèses structurantes développées par la méthodologie. Récupération de données additionnelles auprès des services au cas par cas. Classement des lignes selon les catégories définies par la méthodologie.

Étape 6 – Analyse transversale complémentaire

Classement de dépenses indéfinies et sous le seuil via une analyse transversale à l'aide de :

- recherche par nature
- recherche par fonction
- recherche par mots-clés

Étape 7 – Présentation des résultats et définition du plan d'action

Présentation des résultats obtenus, détail des directions et fonctions significatives. Définition d'un plan d'action sectoriel exposant les pistes d'amélioration des collectivités dans chacun des secteurs.

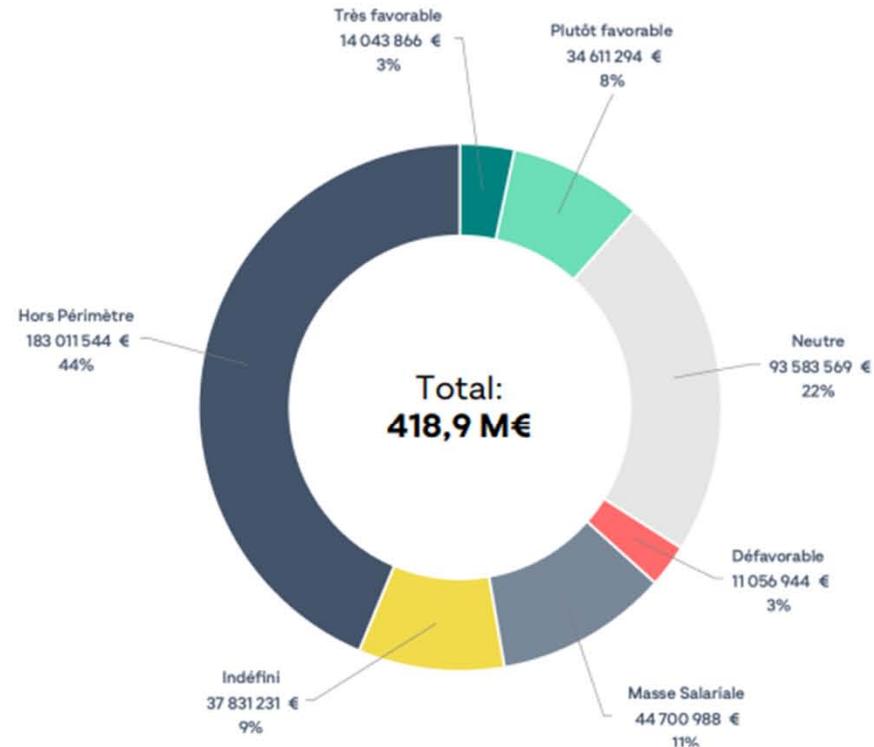


Des résultats contrastés : des dépenses exclues ou hors périmètres



Synthèse des dépenses

Coloration	
Très favorable	14 043 866 €
Plutôt favorable	34 611 294 €
Neutre	93 583 569 €
Défavorable	11 056 944 €
Masse Salariale	44 700 988 €
Indéfini	37 831 231 €
Hors Périmètre	183 011 544 €
Total	418 839 437 €



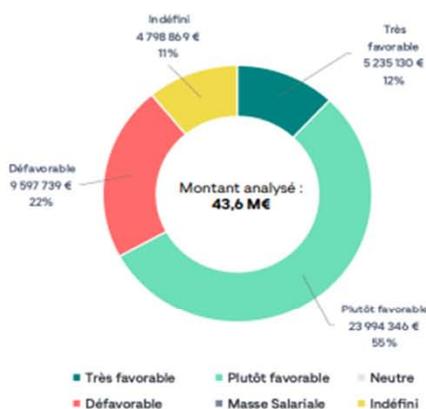
Un plan d'actions, secteur par secteur s'appuyant sur la convention citoyenne et le PCAET

I Définition de plans d'action sectoriels

► Déchets



Déchets



Détail des dépenses significatives :

Très Favorables

- Tri pour recyclage

Plutôt Favorables

- Valorisation énergétique

Défavorables

- Incinération des déchets
- Enfouissement des déchets

Indéfinies

- Mode de traitement inclassable
- Dépenses sous le seuil d'analyse

Objectifs

1. Sensibiliser, prévenir et réduire les déchets à la source
2. Favoriser la valorisation matière et organique
3. Privilégier la valorisation énergétique pour les déchets résiduels

Les propositions de la Convention Citoyenne Locale pour le Climat et la Biodiversité

Thématique E. Un territoire zéro déchet, sobre et qui lutte contre le gaspillage :

- Proposition E1 : Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Proposition E2 : Un territoire zéro déchet

Les engagements de votre PCAET

Orientation 4 : Soutenir la croissance verte et l'économie circulaire

- **Objectif 2** : Développer l'économie circulaire, le réemploi et le compostage

Orientation 6 : Rendre les citoyens acteurs de la transition énergétique de leur territoire

- **Objectif 1** : Sensibiliser les habitants aux enjeux de l'énergie et du climat

Les marges de manœuvre identifiées

1. Continuer les efforts de sensibilisation en matière de consommation, de réduction des déchets et du tri sélectif
2. Déployer des infrastructures de réparation et de réemploi des biens
3. Faciliter la valorisation organique (compost) sur le territoire, en développant les points de collecte et les débouchés
4. Accompagner le SYTCOM dans ses efforts de valorisation des déchets résiduels

Un plan d'actions, secteur par secteur s'appuyant sur la convention citoyenne et le PCAET

I Définition de plans d'action sectoriels

► Déchets



Objectif 1 : Sensibiliser, prévenir et réduire les déchets à la source

1

Sensibiliser la population au tri et à la réduction des déchets

2

Réduire le gaspillage alimentaire

3

Favoriser le réemploi et la réparation

Recommandations

Les contributions de la CCLC

Proposition E1 : Lutter contre le gaspillage alimentaire

Action E11 : Lutter contre le gaspillage alimentaire

- **E111** : Structurer un réseau avec les restaurants et les vendeurs
- **E112** : Distribuer des paniers de fruits et légumes avec les invendus des marchés aux personnes qui en ont le plus besoin
- **E113** : Obliger la grande distribution à limiter les produits jetés en redistribuant, en donnant aux SDF et aux personnes dans la précarité (frigos solidaires, redistribution solidaire)
- **E114** : Rendre systémique et obligatoire la possibilité de distribuer des doggybags aux consommateurs à l'issue des repas

Proposition E2 : Un territoire zéro déchets

Action E21 : Acheter moins de produits neufs

- **E212** : Multiplier les "repair café" et développer des structures pour accompagner à la réparation (électroménagers, téléphone, vélo...)
- **E214** : Multiplier les points collectifs de collecte d'objets à réparer et organiser des collectes directement chez les habitants
- **E215** : Valoriser les initiatives, les associations et les structures de l'ESS comme La réserve des arts, Emmaüs, ...
- **E217** : Encourager les brocantes pour faciliter le réemploi

Action E22 : Systématiser un maillage entre déchèteries, ressourceries, ateliers de réparation de proximité

- **E221** : Un lieu pour les objets dont ils ne se servent plus
- **E222** : Un lieu pour apprendre à réparer et à réutiliser. Des ateliers sur place (partenariat avec les collèges et lycées) pour sensibiliser les jeunes et les former
- **E223** : Un lieu de revente pour une somme modique

Les contributions de votre PCAET

Orientation 4 Objectif 2

Action 4.5 : Favoriser l'émergence d'initiative d'économie circulaire

Orientation 6 Objectif 2

Action 6.2 : Sensibiliser les habitants à la réduction des déchets et à la consommation responsable

Impact sur la coloration du budget

Déchets

- dépenses de **prévention et de réduction à la source des déchets**
- dépenses de **valorisation énergétique**
- dépenses d'**incinération**
- dépenses d'**enfouissement**
- dépenses de **carburant lié à la collecte des déchets**

Un plan d'actions, secteur par secteur s'appuyant sur la convention citoyenne et le PCAET

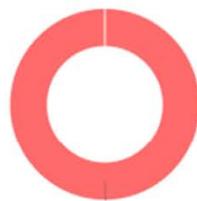
I Définition de plans d'action sectoriels

► Achats informatiques

Objectifs



Achats informatiques



• Très favorable • Plutôt favorable • Neutre • Défavorable • Masse salariale • Indéfini

Le détail de vos dépenses

Défavorables

- Achat de NTIC ne respectant pas les 5 critères méthodologiques (voir ci-contre)

1. Mettre en place une politique d'achats de matériels informatiques durables
2. Adopter des habitudes de sobriété numérique

Les engagements de votre PCAET

- Orientation 7** : Rendre exemplaire l'administration d'Est Ensemble
- **Objectif 4** : Réduire les émissions de GES liées aux achats publics
 - **Action 7.12**

Les marges de manœuvre identifiées

- Mettre en place des critères d'achat pour les équipements informatiques :
 - Allonger la durée d'amortissement des achats
 - Privilégier les téléphones double-sim
 - Privilégier le reconditionné
 - Mener une évaluation carbone pour tout projet numérique
- Mettre en place des habitudes de sobriété pour les équipements

Un plan d'actions, secteur par secteur s'appuyant sur la convention citoyenne et le PCAET

I Définition de plans d'action sectoriels

► Achats informatiques

Objectif 1 : Mettre en place une politique d'achats de matériels informatiques durables

Recommandations

- 1 Amortir les achats informatiques matériels sur une durée d'au moins 5 ans pour les ordinateurs et 3,5 ans pour les smartphones
- 2 Privilégier les téléphones double-SIM à la solution double téléphones pour les agents
- 3 Privilégier les achats d'appareils reconditionnés ou à défaut d'appareils porteurs de logos environnementaux (TCO, EPEAT, Label Ange bleu, etc.)
- 4 Mener une évaluation carbone pour tout projet numérique

 Pour que les achats de matériels informatiques soient considérés comme plutôt favorable, ces 4 critères doivent être intégrés dans une politique d'achats durables plus large, en place à l'échelle de la collectivité et comprenant un volet recyclage (nécessaire pour limiter les impacts du numérique).

Source : Évaluation climat des budgets des collectivités territoriales, Annexe technique – Volet Atténuation, I4CE, Novembre 2020.

La contribution de votre PCAET

Orientation 7 Objectif 4

Action 7.12 : Développer la politique d'achats durables

Objectif 2 : Adopter des habitudes de sobriété pour les équipements

Recommandations

- 1 Réduire le nombre d'équipements
 - N'acquérir que les équipements essentiels, mutualiser les équipements (démarches *Bring your own device* ou *Corporate Owned, Personally Enabled*)
- 2 Mettre à jour les équipements au lieu de les remplacer
 - Remplacer un disque dur ou ajouter de la mémoire vive (RAM)
- 3 Réaffecter les équipements en interne
- 4 Privilégier la location fonctionnelle d'équipements
- 5 Protéger les équipements pour allonger leur durée de vie

Source : Guide Bonnes pratiques numérique responsable pour les organisations, MNumEco, DINUM, Ministère de la Transition Écologique, INE

Impact sur la coloration du budget

Achats informatiques

- dépenses d'achats informatiques respectant les critères définis
- dépenses d'achat informatiques ne respectant pas les critères définis

Pour aller plus loin



Consulter l'intégralité du Guide [Bonnes pratiques numérique responsable pour les organisations](#) du gouvernement, qui détaille de manière opérationnelle les bonnes pratiques à instaurer en précisant l'ordre de priorité, la difficulté de mise en œuvre, des exemples de pilotes et d'indicateurs chiffrés.

Les thématiques abordées :

- Stratégie et gouvernance
- Sensibilisation et formation
- Mesure et évaluation
- Réduction des achats
- Achat durable
- Phase d'usage, administration et paramétrages
- Services numériques
- Salle serveur et centre de données
- Fin d'usage

Voir également :

- [Guide pratique pour des achats numériques responsables](#)
- [Boîte à outils numérique écoresponsable](#)

Un plan d'actions, secteur par secteur s'appuyant sur la convention citoyenne et le PCAET

I Définition de plans d'action sectoriels

► Achats informatiques : en savoir plus



Quel impact sur le climat ?

En France, en 2020, on comptabilisait 631 millions d'équipements pour 58 millions d'utilisateurs, soit environ 11 équipements par utilisateur.

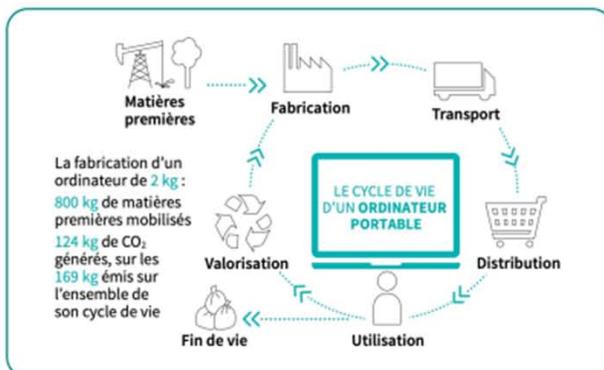
Ainsi, l'empreinte énergétique et climatique du numérique par utilisateur français pour l'année 2020 s'élevait à :

- 3 100 kWh d'énergie primaire ;
- 420 kg de gaz à effet de serre.

Et cela, sans compter les autres impacts environnementaux (tension sur les ressources en eau douce, épuisement des ressources abiotiques...)

Une grande partie de ces impacts ont d'ailleurs eu lieu en dehors de la France, au moment de la fabrication du produit, et ont été « importés » par la suite. Ainsi, en 2020 seules 17% des émissions de GES générées par le numérique français étaient liées à son utilisation.

À titre d'exemple, voici le cycle de vie d'un ordinateur :



Sources : Guide pratique *La face cachée du numérique. Réduire les impacts du numérique sur l'environnement*, Ademe, Novembre 2019.
Etude *Les impacts environnementaux du numérique en France*, Green IT, Janvier 2021

Alors, quels labels choisir ?

Label	Appareils concernés	Signification
 EPEAT	Ordinateurs et écrans	Économiques, recyclables, réutilisables ou réparables. Absence ou limitation de certaines substances dangereuses pour la santé.
 Écolabel Nordique	Ordinateurs et imprimantes	Économiques, réparables. Absence ou limitation de certaines substances dangereuses pour la santé.
 L'Ange Bleu	Ordinateurs, imprimantes, téléphones portables	Économiques, recyclables et réparables. Absence ou limitation de certaines substances dangereuses pour la santé.
 TCO	Ordinateurs, écrans, tablettes et téléphones portables	Économiques, recyclables, réutilisables ou réparables, résistants dans la durée. Absence ou limitation de certaines substances dangereuses pour la santé.

 Pour aller plus loin

- [La face cachée du numérique](#), Ademe
- [Les impacts environnementaux du numérique en France](#), GreenIT
- [Pour une sobriété numérique](#), The Shift Project



**Est
Ensemble**
Grand Paris

**Quelles suites au budget climat et
à la convention citoyenne locale
sur le climat ?**



Et après ce budget climat 2022...

- Une confirmation plus que des découvertes
 - Trop de dépenses exclues ou non analysables
 - + Un lien plan d'actions / conférences budgétaires pour les préparations 2023 et 2024
 - + Une internalisation de la méthode pour la suite
 - + un alignement politique / administration (données techniques)
 - Une communication entre administrations, sans partage politique des résultats à l'échelle intercommunale et par ville
- > Le besoin d'aller plus loin après la crise des prix de l'énergie sans « s'enfermer » dans une logique comptable

2023 : aller vers la redirection écologique

- L'établissement public territorial Est Ensemble a proposé aux élèves de l'INET un projet collectif dédié à la « *redirection écologique et sociale de ses politiques publiques* ».
- Ce projet visait deux objectifs principaux.
 - Déployer une matrice d'analyse des politiques publiques sous l'angle de la redirection écologique et sociale : une analyse systémique des politiques publiques territoriales pour permettre au territoire de se préparer aux bouleversements environnementaux et d'agir à large échelle et à long terme via des propositions de rupture ;
 - Prouver que le concept est opérant : opérationnaliser le concept de redirection via une mise en œuvre de la bifurcation écologique et sociale des politiques publiques, qui permette d'interroger les moyens dédiés (RH et financiers), la gouvernance actuelle et des scénarii opérationnels.



Aller vers la redirection écologique

- Le concept de redirection écologique, développé par Alexandre Monnin, Diego Landivar et Emmanuel Bonnet, se définit comme « *un cadre, à la fois conceptuel et opérationnel, conçu pour faire entrer les organisations publiques et privées, ainsi que les infrastructures et les outils de gestion qui les soutiennent, à l'intérieur des limites planétaires* ».

La redirection se distingue : - du développement durable ; - des politiques de responsabilité sociale et environnementale des entreprises ; - de la transition écologique. En effet, la redirection fait appel à un besoin de changement systémique du mode d'organisation des structures publiques et privées, au regard de l'urgence écologique. La redirection se fonde sur deux éléments clefs : ➤ La nécessité de renoncer à des communs négatifs ou technologies zombies, au regard de l'urgence sociale et écologique à venir. La nécessité d'envisager ces renoncements de façon concertée, afin que les changements soient : o Démocratiques ; o Non-brutaux pour les populations ; o Anticipés, et non subis.



Opérationnaliser la redirection : la politique publique du « savoir nager »

Pour chaque piscine :

- État des usages
 - Étude de l'impact environnemental
 - Étude des modalités de gestion
- Maintien de la trajectoire actuelle : aggravation de 5 limites planétaires, amélioration du plancher social sur 3 dimensions
 - Scénario 1 : transition et décarbonation
 - Scénario 2 : redirection et construction d'un nouveau récit du savoir-nager

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction importante des émissions de GES • Pas de renoncement à certaines activités • Amélioration des conditions de travail des agents et agentes • Réutilisation de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Coûteux en investissement • Ce scénario nécessite un rythme dense de rénovations pour avoir un impact significatif • N'est pas un scénario basé sur la sobriété : l'énergie utilisée, même décarbonée, ne pourra pas être utilisée pour d'autres usages, dans un contexte de tensions futures prévisibles sur l'énergie disponible • Nécessite une recherche approfondie de financements extérieurs (30% de l'investissement)
Opportunités	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Rayonnement de la collectivité dans le domaine de la transition (opportunité politique) 	<ul style="list-style-type: none"> • Obérer la capacité d'investissement dans les autres secteurs à rediriger

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Construire une nouvelle politique publique en changeant le modèle de manière systémique • Preuve de concept concrète, prouvant que la redirection des politiques publiques est possible • Permet d'apprendre à nager en milieu naturel, donc mieux prévenir les noyades dans ces milieux-là • Représente une opportunité pour les enfants de sortir du territoire : ouverture de nouveaux horizons, travail sur la confiance en soi 	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse RH : le reclassement d'une partie des MNS et des agents polyvalents sera difficile • Renoncement à certaines activités
Opportunités	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Redéfinition de la relation avec les villes par le biais de collaborations sur le sujet du savoir-nager (mutualisation d'agents, organisation des stages de natation en milieu naturel) • Réplicabilité de ce scénario dans d'autres collectivités territoriales • Réaliser des économies budgétaires pour investir dans la redirection d'autres politiques publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Susciter une opposition de la population et des villes face à une mesure considérée comme injuste

Et maintenant ?

- Un outil (budget climat) vu comme un accélérateur interne de changements de pratique et de réflexions technico-financières pour proposer de nouveaux arbitrages aux élus
- Une démarche plus qu'une fin en soi
- Une instabilité financière et institutionnelle qui pourrait rendre l'annexe verte comme un exercice contraint
- Le sujet majeur du financement des dépenses favorables ou très favorables reste posé : un prêt à taux zéro ?
- La consolidation des dépenses à l'échelle du bloc local, une piste pour une annexe « territorialisée » ?